

PISCINE ET « BURQINI » :

« VA-T-ON NOUS DIRE QU'IL EST RACISTE DE DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ? »

Tribune publiée dans le Monde daté du 18 septembre 2019

Après Grenoble, Paris : même mode d'action, même rhétorique. « On se baignera, on se baignera ! Même si les racistes veulent pas, nous on se baignera ! » scandent les militantes. Il est temps de mettre un terme à la complaisance dont bénéficient les coups de force et la propagande pro-burqini (plutôt que « burkini », qui évoque l'innocent bikini au lieu de l'indigne burqa) : anecdotique en apparence, cet entrisme islamiste est dangereux. Prétendant imposer la fausse équivalence « musulmane = femme voilée », le burqini est l'outil d'un islam politique qui veut faire du Coran la source normative suprême.

L'interdiction du burqini serait raciste ? Il y aurait donc une ethnie pour laquelle le burqini – et le hijab, dont il se veut l'extension balnéaire – serait une caractéristique génétique ? L'invocation du racisme vise à ethniciser la religion en la présentant comme un caractère hérité plutôt qu'un choix, une question d'essence plutôt que de croyance ou de convictions personnelles. Cette logique communautariste d'enfermement dans un collectif ouvre la voie à la criminalisation de l'apostasie, toujours en vigueur dans bon nombre de pays musulmans. Faut-il rappeler que dans notre pays la liberté de changer de religion ou de ne pas en avoir est un droit fondamental, garanti à tous ? Va-t-on nous dire qu'il est raciste de défendre la liberté de conscience ?

Il faudrait « lutter contre les règlements ségrégationnistes qui interdisent l'accès des piscines aux femmes musulmanes », déclare une « décolonialiste ». Mensonge : les musulmanes sont les bienvenues dans les piscines, pourvu qu'elles se plient aux règles communes. Il leur serait impossible d'ôter ce vêtement ? Les musulmanes menacées, frappées ou emprisonnées pour avoir enlevé leur voile apprécieront. Faudrait-il croire qu'il n'y aurait de musulmane que voilée, de religion que dans son exhibition ? Et que nos concitoyennes de religion musulmane ne seraient que des enfants gâtées incapables de supporter qu'il n'y ait pas de règlements adaptés tout exprès pour elles ? Les islamistes et leurs alliés « intersectionnels » ont décidément des femmes musulmanes une vision bien méprisante.

FÉMINISME DE FAÇADE

Un représentant de l'Observatoire de la laïcité tente de ménager la chèvre et le chou en déclarant qu'il faut des « arguments objectifs » pour interdire le port du burqini, et se réfugie derrière la question de l'hygiène pour ne pas affronter les implications politiques du problème. Voici donc un argument, auquel on s'étonne qu'il n'ait pas pensé : étendard d'un islam politique pour lequel la lecture littérale du Coran doit être source de droit, le burqini valide donc implicitement le verset 34 de la sourate 4 : « *Les hommes ont autorité sur les femmes. Celles dont vous craignez la désobéissance, frappez-les* » (traduction du site Islam.fr). A l'heure du Grenelle des violences conjugales, peut-on tolérer la promotion militante d'une idéologie banalisant le fait qu'un mari frappe sa femme ? Pire que banalisant, sanctifiant : pour ceux qui s'y réfèrent, cette acceptation de la violence conjugale serait la volonté divine. Mais en France, aujourd'hui, aucun texte religieux ne peut imposer une norme de comportement dans l'espace public : notre vie collective doit être déterminée exclusivement par les normes du vivre-ensemble, la visée du bien commun et le respect des lois (dans leur lettre mais aussi leur esprit).

Abritées derrière un féminisme de façade qui brandit l'étendard de la liberté des femmes, les militantes du burqini retournent le combat antisexiste en outil de promotion d'une idéologie sexiste qui ne cesse de grignoter l'égalité des droits, et invoquent la pudeur pour encourager à l'ostentation, de même qu'elles utilisent la rhétorique de la lutte contre le racisme pour nier la liberté de conscience, et appellent à la tolérance pour soutenir une version littérale impérialiste de leur religion : dispositif pervers typique, fait pour sidérer, désarmer, manipuler.

NOUS REFUSONS TOUT APARTHEID

Ne nous y trompons pas : si nous cédon, la prochaine étape sera d'imposer des horaires de baignade différents, rongéant peu à peu la mixité de l'espace public, corollaire de l'égalité des droits entre les sexes. Et à ceux qui argueraient que limiter la mixité bénéficierait à la sécurité des femmes – c'est l'argument de l'élargissement des trottoirs pour éviter les contacts –, nous répondons que nous refusons tout apartheid, quel qu'en soit le prétexte.

PISCINE ET « BURQINI » :

« VA-T-ON NOUS DIRE QU'IL EST RACISTE DE DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE ? »

Nous refusons l'idée selon laquelle les femmes devraient se plier à des règles sexistes pour être en sécurité. Nous refusons de laisser prétendre que le regard des hommes serait forcément salace. Nous refusons cette réduction du rapport entre hommes et femmes à leur seule dimension sexuelle, et ce rejet méprisant de la part d'érotisme qui peut s'y glisser et que tout individu civilisé sait canaliser dans le respect d'autrui. Doublement sexistes, hijab et burqini infantilisent les hommes en faisant porter aux femmes la responsabilité des réactions masculines au désir qu'elles peuvent susciter.

La France va-t-elle autoriser des activistes à promouvoir une doctrine dont les références autorisent explicitement la violence des hommes envers les femmes ? Si oui, le Grenelle contre les violences conjugales n'aura été qu'une fumisterie. Il est temps que nos élus prennent clairement leurs responsabilités et légifèrent. Face au burqini et à ce qu'il représente, la tolérance est une complaisance et, pire, une complicité.

Laurent Bouvet, politiste ; **Belinda Cannone**, universitaire et écrivain ; **Zineb El Rhazoui**, journaliste ; **Claude Habib**, universitaire et écrivain ; **Nathalie Heinich**, sociologue ; **Hala Oukili**, cyberactiviste féministe, vice-présidente de Nous sommes leurs voix ; **Philippe d'Iribarne**, sociologue ; **Aurélien Marq**, haut fonctionnaire ; **Patrick Pelloux**, médecin urgentiste ; **Céline Pina**, essayiste ; **Jean-Pierre Sakoun**, président du Comité laïcité république ; **Pierre-André Taguieff**, philosophe et historien des idées ; **Caroline Valentin**, essayiste ; **André Versaille**, éditeur et auteur.